

**In le Monde 11 juin 2020**

**Yankel Fijalkow**

Sociologue et urbaniste

Co directeur du Centre de Recherche sur l'Habitat, UMR Lavue CNRS

## **La ville d'après et les nouvelles ségrégations spatiales**

On a beaucoup parlé de la ville en ces temps de pandémie. Chacun a projeté ses désirs, ses intérêts et ses peurs : la ville numérique, la normalisation des conduites, le retour à la densité, la fin des métropoles, l'éloge de la lenteur, la faillite des transports en commun, les véhicules non polluants. La santé publique est revenue au cœur des réflexions urbanistiques mais qu'avons nous appris ? Les valeurs qui gouvernent nos besoins et la géographie des inégalités sociales, exacerbée par la crise mérite d'être explorée. Un inventaire des récits qui ont animé nos jours confinés nous permettent d'envisager quelques hypothèses sur la ville de demain.

### **Nous ne sommes plus hygiénistes**

Le retour de l'hygiénisme a été dénoncé par de nombreux auteurs craignant une réémergence d'une magistrature médicale et morale, un Etat fort, imposant des normes sociales sous couvert de sauvegarde sanitaire. Mais l'injonction au lavage des mains et les précautions quotidiennes ne suffit pas à qualifier la politique actuelle d'hygiéniste. Certes, après plus d'un siècle d'éclipse, les spécialistes de santé publique sont revenus sur les plateaux de télévision. Ils ont participé au déversement médiatique d'émotions. Pourtant, au contraire de leurs ancêtres hygiénistes (Octave Du Mesnil, Louis-René Villermé, Jacques Bertillon...), la plupart ont ignoré les groupes et les individus assignés à résidence. Beaucoup ne voulaient rien savoir des logements surpeuplés, des immeubles collectifs sans espaces communs, des sans-domicile fixe, des personnes âgées isolées, des jeunes adultes bloqués par la crise du logement, des colocations forcées par le marché et des cohabitations de « télétravailleurs » au bord de l'explosion. Sans oublier les prisons et autres lieux d'hébergement sous contrainte. Villermé reviens ! Ils sont devenus fous ! Toi qui, dès 1850, dressais les conditions de vie des populations laborieuses pour expliquer le choléra, serais bien surpris de l'obsession du corps malade sans égard pour l'hygiène mentale des milliers de ménages, entassés dans leurs appartements.

Comme le montre l'analyse statistique de Paul André Rosenthal<sup>1</sup>, les pays qui ont eu le moins de décès en rapport avec la densité et la part de personnes âgées ont soit beaucoup investi dans la santé publique avant l'épidémie, soit réalisé des tests, soit adopté des mesures précoces et drastiques. De fait, la stratégie de confinement a tourné le dos aux méthodes du XXème siècle fondées sur l'investissement public dans les hôpitaux, les dispensaires et autres structures de soin et de prévention. Elle a rappelé les méthodes, abandonnées depuis 1861, de quarantaine, et de restriction à la circulation. Sommes-nous revenus en 1832, lorsque le

---

<sup>1</sup> Paul-André Rosenthal, Un balcon en forêt 2020, essai comparatif sur l'épidémie de Covid, La Vie des Idées, 6 mai 2020

choléra se répandait à Paris et suscitait le besoin de construire des barrières? Faute d'investissement préventif, le traçage individuel accompagné de tests dessine un nouveau paradigme dans lequel protection de masse et prise en compte des particularités individuelles vont de pair. Un autre régime de de santé publique, fondé sur la responsabilité du risque des individus émerge. Après avoir mobilisé des stratégies de cantonnement sévère, le déconfinement converge vers un libéralisme, se bornant à recommander aux plus fragiles de se protéger particulièrement.

Ces éléments sont plus intéressants que la dénonciation aveugle d'un hygiénisme qui n'existe plus. Ils nous invitent à penser aux effets urbains des paradoxes de la « modernité réflexive » de la *société du risque* montrée par Ulrich Beck. L'Etat et ses médias ont été suffisamment persuasifs pour que les publics se conforment avec discipline aux règles du confinement. Mais on ne peut gérer une crise sanitaire en 2020 comme on le faisait en 1832. Une des conséquences de la méfiance vis à vis des experts et des politiques, qui nous intéresse directement, est le renforcement des stratégies individuelles en fonction de la perception que du risque encouru. Dans le contexte d'incertitude et tout risque calculé par ailleurs, un individu, tenu de se responsabiliser par les gouvernements, peut choisir de renforcer sa zone de sécurité sanitaire, soit en s'éloignant d'un lieu potentiellement « contaminé », soit en édictant des conditions à sa présence (sous réserve d'un droit de retrait) soit en acceptant l'éventualité de tomber malade.

A ce titre, la question des conduites individuelles est centrale. En son temps, l'hygiénisme avait multiplié les manuels de savoir vivre. En 1900, le *Larousse* de la maison regorgeait de préconisations destinées à préserver la santé publique. Grâce à la diffusion de l'équipement sanitaire, et d'une armée de médecins et travailleurs médico sociaux, la conquête de l'eau a initié des nouvelles pratiques à l'égard du corps sain. Au XXème siècle, le progrès dans l'équipement de confort des habitations a laissé promettre une liberté, vite bridée par les ambitions d'un habiter durable, conforme aux valeurs de sobriété énergétique. On a alors préconisé de nouvelles micro-pratiques conformes à la préservation des grands équilibres écologiques menaçant la planète. A l'instar des battements d'aile du papillon, les individus sont entrés dans l'ère du principe de la responsabilité et de la culpabilité en se soumettant à des gestes indispensables. Les micro-gestes écologiques, relevant de nouvelles normes de comportement, se sont inscrits difficilement dans le quotidien<sup>2</sup>. Surprenant est alors la rapidité avec laquelle les nouveaux gestes, préconisés pour ralentir la circulation du virus, ont été adoptés, malgré leur complexité. Les mécanismes d'autocontrôle et de réflexivité ont pleinement joué en faveur d'une civilité inattendue. Le battage médiatique proposant de mesurer quotidiennement les progrès enregistrés sur l'épidémie a eu un rôle fondamental. Car les normes de comportements dits de « distanciation sociale » répondaient à des objectifs différents que ceux de l'hygiénisme, dans son attente quasi messianique d'un état général de santé publique. Pour la plupart, la solidarité et la responsabilité s'est inscrite dans une logique individuelle de construction de sa propre zone de sécurité.

### **Les territoires du risque n'ont pas changé**

---

<sup>2</sup> Yankel Fijalkow et Bruno Maresca, « Normes de chauffe et transition énergétique : les transactions des habitants », *Natures Sciences Sociétés*, 2019/4 (Vol. 27), p. 410-421.

Dès le début du confinement, certains territoires et populations, ont été dénoncés comme des sources et des vecteurs de la maladie. Plus de 400 ans après la peste de Marseille, deux cent ans après le choléra parisien, les notions de contagion, d'infection, de lieux et de conduites pathogènes sont revenus à l'agenda. La désignation des espaces et des personnes coupables fait partie en effet du jeu des épidémies comme l'ont expérimenté tous les groupes marginalisés de l'histoire : nomades, juifs, migrants, et révolutionnaires « sans feux ni lieux ». La crise sanitaire a réactivé les mécanismes de stigmatisation. Dans le contexte actuel d'expansion des fanatismes religieux, il ne manquait plus qu'une épidémie pour encore renforcer les dénonciations d'impureté. Ainsi, deux récits de déviance territoriales ont émergé aux deux pôles de l'échelle sociale : les « bobos » s'évadant des métropoles et les « jeunes des cités » défiant le nouvel ordre sanitaire.

Notre modernité ne nous a guère protégé des réflexes classiques en période d'épidémie : se méfier de l'étranger venu de la grande ville cosmopolite et porteur des maladies du monde entier. Le discours négatif sur les villes globales a d'abord porté sur les citadins qui, à l'instar des parisiens, des habitants de Manhattan ou de Milan, ont migré vers leurs résidences secondaires dès l'annonce du confinement. On les a imaginés volontiers profitant de vacances inattendues dans des villas au bord de la mer, alors que le peuple et les petites classes moyennes restaient enfermés dans des minuscules appartements. Le récit sur ces « migrants » faisait volontiers référence à l'exode de populations fuyant la guerre. On dénonçait volontiers les citadins égoïstes partis contaminer les campagnes encore vierges et les services médicaux de territoires périphériques déjà mal équipés. Ces récits associant le citadin et la pollution urbaine, les opposaient à la pureté du milieu rural. Les « parisiens », même natifs du « pays », furent accueillis avec beaucoup de méfiance. De fait, l'ostracisme à leur égard, les conduisit à plus de distance sociale, leurs relations sociales ne se comptant plus que sur une main.

Le récit sur les populations qui voyagent peu et sont contraintes dans leur résidence a montré aussi des invariants remarquables. Certains territoires dont les comportements sont apparus peu conformes à la distanciation sociale ont vite été désignés. Quelques jours après le début du confinement, la part des procès-verbaux dressés pour non-respect du confinement dans certaines communes bien connues du département de la Seine-Saint-Denis, a fait florès. Ce récit a réactivé celui sur les « zones de non-droit », sans mettre ce chiffre en regard avec l'activité policière. Il a mis en exergue les jeunes des cités, « fumant la chicha aux pieds des immeubles ». Dans l'ambiance du moment, on a évoqué « la fracture numérique », « des conditions de vie misérable », « la méfiance à l'égard du gouvernement » et la vulnérabilité dramatique des populations privées d'activité. Mais ce récit compassionnel a fait peu mention de l'obligation de beaucoup d'habitants de ces secteurs de se déplacer et d'utiliser des transports en commun pour aller travailler. Car si le télétravail les concerne moins que les cadres moyens et supérieurs des quartiers centraux, ils sont plus exposés au risque de contamination et de diffusion de la maladie, comme l'a montré la cartographie des décès. Même si le virus a été amené par les catégories sociales les plus aisées et les plus mobiles, selon l'hypothèse d'Éric Charmes et de Max Rousseau<sup>3</sup>, ce sont les catégories les plus modestes qui en paient le prix.

---

<sup>3</sup> Eric Charmes et Max Rousseau, La mondialisation du confinement, Une faille dans la planétarisation de l'urbain ? La Vie des Idées, 12 mars 2020

## Les nouvelles ségrégations urbaines

Pour se consoler de vivre des moments historiques et décisifs au cœur d'une modernité qui pourrait sembler ennuyeuse, chaque crise a imaginé qu'il y aurait un monde d'après et « des jours meilleurs ». La ville malade est riche des récits, qui, à l'instar de la période haussmannienne ont recherché, après l'épidémie de choléra de 1832, de plus faibles densité, des aménagements hygiéniques et des bâtiments confortables. Walter Benjamin<sup>4</sup> a montré comment les appartements issus de la période haussmannienne sont devenus des « écrans » précieux protégeant les familles bourgeoises des dangers de la ville dans un luxe de tapisseries et de voilages. L'épidémie, qui a sculpté la ville en écartant les plus pauvres, a enfermé les plus aisés dans de confortables appartements.

Les logements confinés d'aujourd'hui relèvent de la même logique. Des personnes seules, des couples et des familles sont restées pendant près de soixante jours enfermées chez elles sans sortir. Le récit des pouvoirs publics a, dans un premier temps, valorisé ce temps suspendu, à pouvoir « se retrouver chez soi », ranger son appartement, avoir le temps de lire et de s'occuper de ses enfants. Les sociologues qui dénonçaient les difficultés de vie dans des petits appartements urbains et les dangers des tensions familiales et au sein des couples n'ont guère été entendus. Ignorant les conditions extrêmes de ceux qui n'ont pas de chez soi, ou un chez soi si peu hospitalier<sup>5</sup>, le récit dominant a fait des télétravailleurs et de leurs logements multi équipés, la figure majoritaire, quasi-héroïque. Dans des appartements surpeuplés mais confortables, le salon devenu aussi bien une salle à manger, qu'un lieu de travail, ou un espace de sommeil illustre l'individu adaptable, depuis son espace multifonctionnel. Derrière l'écran, ce super héros, toujours disponible, était capable, depuis son petit appartement, de répondre aux questions de son employeur et aux demandes de ses proches.

L'idéologie du numérique s'en est donnée à cœur joie, attestant de la possibilité de visiter un musée, de boire un verre entre amis, d'assister à une conférence, à un événement comme un enterrement, voire de donner un cours sans sortir de chez soi. Nonobstant des réussites techniques contrastées, une sorte de vie artificielle dans les écrans a prétendu obtenir les mêmes résultats que la convivialité réelle et l'interaction. La généralisation de l'usage du numérique a fait des télétravailleurs des individus protégés par leurs appartements et leurs écrans, ne prenant aucun risque, ni sanitaire, ni sociaux. Alors qu'une large part des salariés s'inquiétait de la disparition de leur emploi, une autre s'inscrivait dans l'individualisation de leurs pratiques professionnelles à partir de leur habitat.

Pendant que le confinement raréfiait l'espace public, la numérisation a recomposé l'espace commun. Le premier effet tangible fut l'invisibilité des inégalités, à l'instar des migrants et des sans domiciles fixes que l'on pouvait autrefois croiser dans les villes. Le second fut la disparition des commerces dont les vitrines étaient les derniers cris d'alarme, face à l'aggravation de la vente sur internet. Le troisième visait les sociabilités. Certes, on pouvait partager des apéritifs et échanger des services sur des plateformes numériques. Mais qu'en sera-t-il demain dans la « vraie ville » ? Si la pandémie exige de retracer, grâce à des outils numériques, les déplacements des populations, l'espace public va encore être délimité.

---

<sup>4</sup> Walter Benjamin, Paris, capitale du XIXe siècle (1939) Edition du Cerf, 1983

<sup>5</sup> Claire Levy Vroelant, Les sans papiers au risque du Covid 19, Métropolitiques, avril 2020

Comme l'explique Yuval Harari<sup>6</sup>, tout groupement d'individus (entreprises, écoles, lieux de transport) pourra, dès demain autoriser ou interdire l'accès à tel ou tel, selon son état de santé, la nature de ses déplacements, voire l'ensemble de ses préférences. Il est donc grand temps de s'interroger sur la manière dont les accès à l'espace public pourront se négocier, selon le pouvoir et les exigences de confort de chacun, les uns hantés par la maladie et sommant leur employeur de mesures drastiques alors que d'autres plus confiants prônent l'ouverture au risque de la contamination.

Face à cette dynamique d'individualisation, le repli sur la cellule individuelle, appartement ou maison, identifié comme sain et sûr, est au centre de la dynamique. De manière inattendue un discours public a prôné le repli sur soi, comme mode d'engagement dans la cité. Beaucoup d'individus, de couples et de familles intégrés, ont apprécié de pouvoir développer leurs activités depuis leur logement, en modulant leur indépendance et leur lien au travail. Pour certains, le confinement a permis d'expérimenter d'autres formes de collectif résidentiel, en famille ou avec des amis. D'autres ont développé un discours critique à l'égard des institutions n'offrant pas assez de garanties en matière de santé. Le refus de nombreux parents d'envoyer immédiatement leurs enfants à l'école à la suite de l'annonce du déconfinement en témoigne, comme la peur des transports en commun et la demande de travail à distance. Mais si ces choix ne s'offrent pas à tous, il est probable qu'ils dressent entre les individus des différences profondes, voire des ségrégations résidentielles, liées à la possibilité ou non des individus de se distancier.

Le récit de l'après crise sur le nouvel engouement pour les espaces à faible densité, loin des grandes métropoles infectées et contagieuses est aujourd'hui porteur. N'en déplaise à ceux qui s'inquiètent du réchauffement climatique et prônent la ville dense, le doute sur la capacité des villes à produire des espaces écologiques s'installe. Assiste-t-on pour autant à la fin du dénigrement du péri urbain et à la revendication d'un « droit au village » comme l'exprime Eric Charmes<sup>7</sup> ? A notre sens c'est plutôt le droit à l'espacement, y compris dans le périurbain, qui devient un enjeu fondamental de la ville.

Le récit sur le risque sanitaire retrouve aujourd'hui une forte influence sur les choix de localisation et de déplacement. Si cette pandémie persiste ou si d'autres apparaissent, comme il est probable compte tenu de la multiplication des zoonoses, les récits sur la contamination et les positionnements des individus et des groupes en matière de protection personnelle auront des effets sur les ségrégations des populations urbaines. Aux variables usuelles qui organisent la division sociale de l'espace urbain (le revenu, l'âge, la profession, le capital culturel...) nous devons ajouter la *capacité à s'espacer* dont chaque individu est inégalement doté. Alors que les plus modestes n'auront guère le choix de transports denses et contaminants pour rejoindre leur travail et leurs logements surpeuplés, d'autres dicteront leurs conditions de présence physique sur leurs lieux d'emploi et tendront à s'en éloigner en utilisant la communication numérique. Aux uns on dira de « vivre avec le risque », aux autres

---

<sup>6</sup> Yuval Noah Harari, « The world after coronavirus » Financial Times, March 20, 2020

<sup>7</sup> Eric Charmes, *La revanche des villages-Essai sur la France périurbaine*. Le Seuil, 2019.

de se protéger par mille précautions bureaucratiques et au besoin par le télétravail loin des métropoles. N'est ce pas la nouvelle ségrégation qui advient ?

Les hygiénistes ont, dès le début du XIXème, dénoncé les mécanismes ségrégatifs dans la ville, agglomérant la misère des populations à qui étaient offertes les pires conditions de vie. Ils ont appuyé une politique d'équipement des villes, d'assainissement, ainsi que la construction de services publics de santé. En proposant une santé publique « à la carte », fondée sur le traçage et la limitation des mobilités individuelles, les pouvoirs publics font reposer la responsabilité des pandémies sur les personnes plutôt que sur le déficit d'équipement qui leur incombe. Les réformes sociales voulues par les hygiénistes sont bien loin. Chacun devient responsable et acteur de sa propre sécurité, de sa santé et de ceux qui l'entourent. A ce titre, la désignation des territoires et des populations à risque connaît une nouvelle vigueur. Si les récits de la ville malade n'ont finalement guère changé, les possibilités de distanciation offertes par la technique numérique laissent envisager de nouvelles ségrégations urbaines.

### **Ouvrages**

La construction des îlots insalubres, Paris 1850-1945, l'Harmattan, 1998

Sociologie des villes, La Découverte, 2001 (réédition 2017)

Sociologie du logement, La Découverte, 2007 (réédition 2017)

Dire la ville c'est faire la ville, Editions du Septentrion, 2016

Prochainement (2020) Récits de la ville malade, Créaphis.